

Questions orales

Mon collègue s'est reporté à certaines déclarations faites au sujet de l'économie. Pour être juste, il aurait peut-être pu rapporter les propos qu'on tenus ce matin deux personnes différentes au sujet, précisément, de la performance du ministre des Finances et des résultats qu'il a obtenus.

Le président du Conseil canadien des chefs d'entreprises a déclaré à la conférence de presse de ce matin que les résultats obtenus par M. Wilson étaient supérieurs à ceux de toutes les provinces.

Pour sa part, le président de l'Association des manufacturiers canadiens a déclaré à cette même conférence: «La taxe sur les ventes des fabricants est une catastrophe. La TPS doit être adoptée.» Et si le député comprenait tant soit peu le fonctionnement d'une économie moderne, il exhorterait les libéraux au Sénat à l'adopter maintenant.

Des voix: Bravo!

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Parmi les groupes qui ont été le plus durement touchés au Canada par l'échec des politiques économiques de ce gouvernement, il y a celui des autochtones. Au cours de la crise d'Oka, le premier ministre a déclaré que lorsque la situation serait rétablie, il présenterait un plan dont tous les Canadiens seraient fiers.

En quoi consiste ce plan pour la moitié des enfants autochtones qui vivent dans la pauvreté? Où est ce plan concernant les 90 p. 100 des familles autochtones de Restigouche qui vivent d'aide sociale ou d'assurance-chômage? Où est ce plan pour tous ceux au Canada qui font partie de bandes et de réserves et qui vivent dans des logements insalubres?

Nous avons entendu les promesses du premier ministre, mais je veux maintenant qu'il nous dise où est son plan.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, ma collègue pose des questions qui risquent, par inadvertance, d'induire en erreur.

Les engagements importants que j'ai moi-même pris à la Chambre ou qui ont été pris par le ministre n'ont jamais comporté l'idée d'un plan. Nous n'avons jamais laissé entendre que nous pouvions régler, du jour au lendemain, les problèmes sociaux qui n'ont cessé de s'aggraver dans la population autochtone depuis des décennies, voire des siècles.

Mme Blondin: Changez simplement d'attitude.

M. Mulroney: Ma collègue dit qu'il faut changer d'attitude, et c'est vrai.

L'engagement que j'ai pris au nom du gouvernement du Canada, et de tous les parlementaires, je crois, consiste à opérer un changement fondamental dans les attitudes envers nos peuples autochtones, afin de leur accorder la justice sociale à laquelle ils ont droit.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, je rappelle au premier ministre qu'aucune proposition concrète n'a été formulée dans le but de remédier à la pauvreté extrême et incommensurable qui règne dans les collectivités autochtones partout au Canada. Les politiques économiques du gouvernement continuent à faire défaut aux Canadiens.

[Français]

Monsieur le Président, j'aurais une question supplémentaire à poser au premier ministre. Le ministre d'Etat (Finances) nous parlait ce matin, et je le cite, «d'une période d'adaptation». Cette période d'adaptation est en fait une vraie tragédie. Encore plus de familles vivent dans la pauvreté, encore plus de jeunes ne trouvent pas de travail.

Monsieur le Président, je vais citer à nouveau le ministre qui disait aussi ce matin: «Nombre de Canadiens sont dans la souffrance et dans le désarroi.» Ma question s'adresse au premier ministre. Où sont les emplois qui mettraient fin à «ce désarroi, à cette souffrance»?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il est un fait notoire que le Canada a été en première place dans le domaine de la création d'emplois depuis maintenant six ans, avec un taux de création d'emplois plus avancé et plus considérable que tous les pays industrialisés du G-7. Il s'est créé 1,6 million de nouveaux emplois au Canada. Je pense que c'est une réalisation importante pour le pays, et c'est une réalisation qui mérite d'être soulignée. Le taux de chômage chez les jeunes depuis le 17 septembre 1984 a chuté de 4,6 p. 100.

En ce qui concerne les enfants ou les individus en pauvreté, j'ai mentionné hier que les politiques du gouvernement ont éliminé 250 000 personnes du seuil de la pauvreté au Canada. C'est déjà quand même une réalisation fort valable pour un pays comme le nôtre.

Des miracles, il n'y en a pas eu, mais du progrès réel et substantiel, il y en a eu, et il y en aurait davantage si nous avions la collaboration de la députée et de sa formation politique.